Quelques pistes pour l'enseignement de la langue juridique italienne aux étudiants LEA

Carolina Simoncini

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/transalpina/662>

DOI : 10.4000/transalpina.662

ISSN : 2534-5184

Éditeur

Presses universitaires de Caen

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2020

Pagination : 81-88

ISBN : 978-2-84133-989-1

ISSN : 1278-334X

Référence électronique

Carolina Simoncini, « Quelques pistes pour l'enseignement de la langue juridique italienne aux étudiants LEA », *Transalpina* [En ligne], 23 | 2020, mis en ligne le 01 novembre 2021, consulté le 22 octobre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/transalpina/662> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/transalpina.662>

QUELQUES PISTES POUR L'ENSEIGNEMENT DE LA LANGUE JURIDIQUE ITALIENNE AUX ÉTUDIANTS LEA

Résumé : Le but de cet article est de proposer quelques pistes pédagogiques pour l'enseignement d'un cours de langue juridique italienne aux étudiants LEA. Le point en commun des exercices proposés est qu'ils se déroulent tous dans le cadre du même « périmètre » défini par quatre piliers : la langue juridique française et italienne et le droit français et italien. Dans le cadre de ces piliers, nous nous déplaçons de manière différente en fonction des destinataires de ces cours. L'article propose en effet des activités conçues pour des publics divers : les étudiants d'un Master LEA et les étudiants de troisième année d'une Licence LEA. Pour chacun de ces cours, l'enseignant propose aux étudiants une réflexion sur un aspect différent de la langue juridique italienne. Chaque exercice peut d'ailleurs être appliqué à de nombreux domaines du droit italien : à titre d'exemple, l'article applique les exercices proposés au domaine du langage juridique italien lié à la notion du genre.

Riassunto : Lo scopo di questo articolo è proporre alcune piste pedagogiche per l'insegnamento di un corso di lingua giuridica italiana agli studenti LEA. Il punto in comune degli esercizi proposti è che tutti si svolgono nell'ambito di un unico « perimetro » definito da quattro pilastri : la lingua giuridica francese e italiana, il diritto francese e italiano. Nell'ambito di questi quattro pilastri, ci possiamo muovere in maniera diversa in funzione dei destinatari di questi corsi. L'articolo propone infatti delle attività concepite per un pubblico diverso : gli studenti di una laurea specialistica classica LEA e gli studenti del terzo anno della laurea triennale in LEA. Per ciascuno di questi corsi, l'insegnante propone agli studenti una riflessione su un aspetto diverso della lingua giuridica italiana. Ogni esercizio può peraltro essere applicato a diversi ambiti del diritto italiano : a titolo di esempio, l'articolo applica gli esercizi proposti al linguaggio giuridico italiano legato alla nozione di genere.

Le but de cet article est de proposer quelques pistes pédagogiques pour l'enseignement de la langue juridique italienne aux étudiants ayant choisi la filière LEA. Les filières LEA offrent très souvent des cours de droit français mais très rarement des cours de droit du pays de la langue choisie par les étudiants ; ces derniers se verront proposer plutôt des cours de langue juridique étrangère. Mais comment dispenser des cours de langue juridique

étrangère sans que les étudiants aient des connaissances du droit étranger en question ?

J'ai eu l'occasion de dispenser différents types de cours de langue juridique, en licence LEA et en Master, pour montrer différentes manières de travailler sur la langue et le droit. Les activités que j'ai mises en place sont applicables à de nombreux domaines du droit ; dans cet article je proposerai quelques exemples d'exercices autour de la notion de « genre » dans le langage juridique italien, afin de montrer que ces cours peuvent permettre d'accompagner les étudiants non seulement dans l'analyse de la langue juridique, mais aussi dans la compréhension de certains aspects caractéristiques de la société et de la culture italiennes. Un cours de langue juridique étrangère est particulièrement efficace lorsque l'on fait un travail de comparaison entre deux systèmes juridiques, le système juridique source (le français) et le système juridique cible (l'italien). Le droit italien et le droit français, la langue juridique italienne, la langue juridique française sont alors les quatre piliers autour desquels on peut construire un cours de langue juridique.

Un cours de langue juridique dans un Master LEA

Les étudiants de Master LEA possèdent déjà des connaissances en droit. En général, lorsqu'on leur demande la signification d'un concept juridique italien, ils savent en donner une définition, parfois en passant par leurs connaissances de droit français, témoignant ainsi de leurs connaissances en droit italien et en droit français. Cependant, ils formulent souvent la définition en français, montrant que s'ils sont à l'aise avec le contenu juridique, ils le sont moins avec la langue juridique italienne. Nous pouvons alors partir de cas juridiques proposés dans des manuels juridiques français¹ et leur montrer le même concept en droit italien dans un manuel italien² (ce qui peut être fait parce que les deux droits partagent les mêmes racines romaines et se ressemblent beaucoup, notamment en ce qui concerne le droit privé et judiciaire³). Par le biais de cette comparaison, l'exploration de la langue juridique étrangère peut se faire tout en ayant le texte en français

1. R. Cabrillac, *Droit des obligations*, 13^e éd., Paris, Dalloz, 2018.

2. F. Caringella, G. De Marzo, *Manuale di diritto civile*, vol. II : *Le obbligazioni*, Milan, Giuffrè, 2007.

3. Tous deux appartiennent au système du *civil law*. Le même type d'exercices serait beaucoup plus difficile à mettre en place dans le cas d'un cours de langue juridique anglaise par exemple (le droit anglais relevant du système du *common law*, qui est profondément différent du *civil law* : P. Caretti, U. de Siervo, *Istituzioni di diritto pubblico*, Turin, Giappichelli, 1998, p. 13).

comme point de repère. De cette manière, ils s'imprègnent de la langue juridique italienne avec le sentiment d'être « en sécurité ».

Après avoir mené cette activité sur quelques cas, de façon semi-dirigée, il est alors possible de faire travailler les étudiants en autonomie en plusieurs étapes : synthétiser les caractéristiques principales d'un concept juridique français tiré d'un manuel, puis, sans avoir accès au document français, expliquer le même concept par écrit, mais en italien, comme s'ils étaient les rédacteurs d'un manuel juridique italien. Il ne s'agit donc plus tant d'un exercice de traduction que de reformulation et de rédaction, qui les met dans la position d'un juriste italien. Ainsi, dans ce cours, la langue française et le droit des manuels français deviennent des outils pour mieux comprendre le droit italien, dans le but d'approfondir leurs compétences en langue juridique.

L'exercice devient plus intéressant si le concept juridique est le même dans les deux pays mais qu'il a des effets différents dans les deux cultures et sociétés : cela peut conduire à l'approfondissement des caractéristiques des sociétés italienne et française. En restant toujours dans le domaine du genre appliqué à la langue juridique, il est possible d'extraire la notion d'« objection de conscience » qui existe en France comme en Italie, mais dont la portée et les effets sont très différents dans les deux pays⁴. On constate ainsi que si les deux manuels décrivent le même concept juridique, ils fournissent des données différentes quant au taux de professionnels de santé qui pratiquent l'objection de conscience dans l'interruption volontaire de grossesse en France et en Italie⁵. L'exercice proposé permettra aux étudiants non seulement de travailler sur leur façon de s'exprimer techniquement en termes juridiques en italien, mais aussi d'approfondir la portée d'une notion juridique du côté italien.

L'exemple du domaine du genre dans la langue juridique italienne permet également de proposer un travail qui conjugue l'exercice de la traduction et l'analyse de certains aspects de la société italienne, par rapport à la société française. Si, par exemple, dans un texte en français, nous devons traduire le mot « mariage », les étudiants d'un Master de traduction connaîtront certainement la traduction de ce mot en italien : *matrimonio*.

-
4. Se reporter également à R. Bertolino, *L'obiezione di coscienza negli ordinamenti giuridici contemporanei*, Turin, Giappichelli, 1967, et M. Saporiti, « *J'objecte ! Obiezione di coscienza e matrimonio egualitario : il caso francese* », *GenIUS. Rivista di studi giuridici sull'orientamento sessuale e l'identità di genere*, 2015, 1, p. 211-219.
 5. Site de l'ANSA (Agenzia Nazionale Stampa Associata), principale agence de presse italienne : « Aborto : in Italia 7 ginecologi su 10 sono obiettori », http://www.ansa.it/canale_salutebenessere/notizie/sanita/2017/02/22/aborto-in-italia-7-ginecologi-su-10-sono-obiettori_8e057fe0-efcf-4305-8c87-26a6bf6a946c.html (consulté le 11 / 05 / 2020).

Mais en fonction du contexte, cette traduction ne sera pas toujours la bonne : si le texte français fait référence au mariage hétérosexuel, la traduction *matrimonio* est tout à fait correcte. En revanche, si le texte français fait référence au mariage homosexuel, qui existe en France depuis 2013, la traduction *matrimonio* en tant que telle ne fonctionne pas. Puisqu'en Italie le mariage entre couples du même sexe n'existe pas, il faudra traduire « mariage » en spécifiant *matrimonio omosessuale*. Ce cas permettra alors de faire le point sur la législation italienne concernant les unions entre personnes du même sexe, en évoquant les différentes tentatives des gouvernements visant à introduire, sans succès, le mariage homosexuel en Italie⁶. On pourra également évoquer la loi dite « Cirinnà »⁷ qui, depuis 2016, permet au moins de transcrire au registre de l'état civil une union entre couples du même sexe.

Un cours de langue juridique italienne en L3 LEA

Un deuxième type de cours peut être dispensé aux étudiants de troisième année de LEA qui n'ont de connaissances ni en droit italien, ni en langue juridique italienne et très peu en droit français. Les sujets que nous pouvons traiter en classe sont très variés : j'en propose ici deux types, cohérents avec une formation LEA. Le premier concerne les contrats de travail italiens⁸. Un *brainstorming* initial permet d'inscrire au tableau l'ensemble des termes liés au monde du travail français que les étudiants connaissent du fait de leur expérience personnelle de travailleurs, tels que « salaire », « jour férié », « contrat », « stage », mais dont ils ne saisissent pas la signification spécifique en termes juridiques. Par exemple, ils savent que le stage est une expérience de travail qu'ils sont amenés à faire au cours de leurs études, mais ils comprennent très rarement les conditions juridiques qui sont décrites dans leur contrat de stage. Parmi les mots qu'ils évoquent, nous pouvons en général distinguer trois catégories : des mots qui n'ont pas de correspondants en italien, des mots qui ont un correspondant mais qui ne signifie pas exactement la même chose dans les deux langues, et des correspondants

6. Sur cette question, se reporter aux publications suivantes : *I diritti delle coppie omosessuali: la parola al Parlamento*, D. Ferrari (éd.), Padoue, Primiceri, 2016 ; F. Bilotta, *Le unioni fra persone dello stesso sesso: profili di diritto civile, comunitario e comparato*, Milan – Udine, Mimesis, 2008 ; P. Grossi, « Il diritto civile tra le rigidità di ieri e le mobilità di oggi », in *Scienza giuridica privatistica e fonti del diritto*, M. Lobbuono (éd.), Bari, Cacucci, 2009, p. 17-46 ; G. Ferrando, « Le unioni civili. Prime impressioni sulla riforma », *GenIUS. Rivista di studi giuridici sull'orientamento sessuale e l'identità di genere*, 2016, 2, p. 6-17.

7. Loi n° 76 de 2016.

8. Se reporter à *100 contratti, Analisi dei principali istituti dei CCNL più rappresentativi*, Centro studi normativa del lavoro (éd.), Milan, Hoepli, 2020.

identiques. Dans le cas du « SMIC », il n'y a pas de traduction juridique en italien parce qu'il n'existe pas de salaire minimum. Cela nous permet déjà de faire le point sur cette différence juridique et culturelle à la fois. Une autre expression écrite au tableau peut être justement « contrat de travail » : ici, la traduction en italien est très simple, *contratto di lavoro*, mais on peut y voir une occasion pour mettre en relief le fait qu'en France, l'expression « contrat de travail » se limite au rapport subordonné entre employeur et travailleur, alors que dans le système juridique italien elle peut se référer à la fois au rapport subordonné et au rapport entre travailleurs autonomes. On peut alors également faire le point sur les différents types de contrat du système juridique italien et sur la façon dont ils ont été modifiés au fil du temps. On peut par exemple évoquer la loi n° 276 de 2003 (dite loi « Biagi ») qui a introduit les premières formes de contrats dits « flexibles ». Nous pouvons inviter les étudiants à réfléchir sur l'ambiguïté du concept de « flexibilité » qui, dans le monde du travail italien, a fini par devenir un synonyme de « précarité »⁹. Dans la même perspective, on peut évoquer la loi n° 183 de 2014 (dite « Job's Act ») qui a élargi les catégories de contrats à durée indéterminée, apparaissant dans un premier temps comme une mesure visant à réduire la précarité du monde du travail. Cependant, cette loi a également facilité le licenciement des travailleurs dont la période d'essai est désormais de trois ans, réduisant ainsi à néant la volonté de supprimer la précarité¹⁰.

Une troisième catégorie est celle des mots qui ont une traduction en italien et qui signifient la même chose qu'en français (nous pouvons par exemple penser au mot « salaire »). Dans ces cas, nous pouvons tout simplement vérifier que la définition en italien est la même qu'en français afin d'enrichir le vocabulaire juridique lié au monde du travail, en lui associant les synonymes du mot *stipendio* comme *salario*, *retribuzione*, *trattamento economico*, et en indiquant les différentes significations juridiques de ces mots. Le mot *salario* par exemple indique la somme due au salarié en contrepartie de sa prestation de travail manuelle (celle d'un ouvrier par exemple) ou d'un travail rémunéré à la pièce. Le mot *stipendio* indique la somme due au travailleur en contrepartie d'un travail non manuel réalisé de manière continue et dans le cadre d'un rapport de travail subordonné. Le mot

9. Voir F. Berton, S. Sacchi, « Flessibilità del lavoro e precarietà dei lavoratori in Italia : analisi empiriche e proposte di policy », *Rivista italiana di politiche pubbliche*, 2009, 1, p. 33-70 et G. Forges Davanzati, G. Pauli, « Precarietà del lavoro, occupazione e crescita economica : una ricostruzione critica del dibattito », *Costituzionalismo.it*, 2015, 1, https://www.costituzionalismo.it/download/Costituzionalismo_201501_498.pdf (consulté le 11 / 05 / 2020).

10. R. Ciccarelli, « Ora sappiamo che il Job's Act produce precariato », *Il Manifesto*, 18 mars 2018.

retribuzione indique toujours la somme due au travailleur en contrepartie de son activité mais elle ne fait aucune référence à la nature de l'activité réalisée par le travailleur (manuelle ou intellectuelle) ni au rapport subordonné ou autonome entre les deux parties du contrat de travail. On retrouve ce terme dans l'article 36 de la Constitution italienne, qui établit que tout travailleur « a droit à une rétribution proportionnée à la quantité et à la qualité de son travail [...] »¹¹. L'expression *trattamento economico* est très rarement utilisée dans des textes juridiques; nous pouvons pourtant la retrouver dans des expressions idiomatiques comme *trattamento di fine rapporto*, qui est la somme due au travailleur à l'occasion de la résiliation ou de la cessation du contrat, et que nous pouvons traduire en français par « solde de tout compte ». Après avoir remarqué ces caractéristiques et ces différences entre les deux systèmes, il est possible d'effectuer une activité en groupe dont le but est de rédiger une définition en italien de l'un des concepts juridiques vus en cours, comme si les étudiants étaient les rédacteurs d'un dictionnaire. La nouvelle définition est ensuite écrite au tableau et comparée à celle du dictionnaire. De cette manière, ils peuvent vérifier très concrètement s'ils ont bien compris le concept. Et si ce n'est pas le cas, ils peuvent se corriger en constatant les différences entre les deux définitions.

Ainsi, il s'agissait dans ce cours de partir de la langue française pour aller vers la langue italienne (quelle traduction pour ces mots ?) à travers de multiples traductions permettant de réfléchir à la signification de ces mots dans les deux langues et aux différences entre les deux systèmes. La langue juridique a donc été l'outil pour présenter aux étudiants le droit sous-jacent.

Dans le cas du genre appliqué à la langue juridique, nous pouvons par exemple évoquer des expressions comme « égalité salariale »¹². Cette notion a la même définition juridique dans les deux langues, mais elle s'est développée dans les deux pays de manière et selon des temps différents (sans être pour autant encore effective dans l'un comme dans l'autre pays). On peut alors réfléchir avec les étudiants aux différentes mesures que les deux pays ont mis en place pour essayer de réaliser l'égalité salariale entre hommes et femmes, et leur proposer une réflexion sur le rôle de la femme dans la société italienne. L'expression « égalité entre les sexes » peut se traduire par *parità di genere*¹³ : elle permet de décrire le contenu

11. Article 36 de la Constitution italienne.

12. <https://travail-emploi.gouv.fr/droit-du-travail/la-remuneration/article/l-egalite-de-remuneration-entre-les-femmes-et-les-hommes-et-les-obligations-des-374533> (consulté le 11/05/2020).

13. Pour une analyse des origines du débat concernant la question de la parité hommes-femmes en Italie, nous renvoyons à E. Bracchi, C. Simoncini, « Il genere nel discorso dell'ordinamento

des lois qui, au fil du temps, se sont occupées de garantir cette égalité en Italie¹⁴. Il s'agit, par exemple, de la loi n° 903 de 1977, qui interdit aux entreprises d'utiliser le sexe comme critère de sélection du personnel à l'embauche. L'égalité est réalisée par l'interdiction de toute discrimination directe et indirecte dans le domaine du travail : on considère comme discriminations directes celles qui sont liées à la grossesse par exemple, ou le licenciement des femmes qui se marient (ce qui arrivait très fréquemment auparavant). On considère comme discriminations indirectes les situations dans lesquelles une disposition, un critère ou une pratique apparemment neutre désavantagerait particulièrement des catégories de personnes, comme les femmes, par rapport à d'autres¹⁵. En outre, la loi introduit pour la première fois l'égalité salariale, même s'il s'agit d'une norme qui doit être précisée, car très souvent l'inégalité salariale se cache dans le fait que les femmes acceptent ou sont obligées d'accepter des emplois sous-payés ou à temps partiel, plus facilement que les hommes.

*

* *

Les exercices proposés dans cet article ont été appliqués au domaine du droit et sont centrés sur un travail de comparaison de différents éléments du langage juridique italien et français, mais ils pourraient être appliqués à plusieurs domaines du langage de spécialité. Le travail de comparaison entre un système source (français) et le système cible peut en effet être efficace non seulement dans le domaine du droit mais aussi dans d'autres cours de spécialités qui sont proposés aux étudiants LEA comme le marketing ou la négociation. Le fait de comparer des notions présentes dans le système français et dans le système du pays étranger, d'en remarquer les similitudes et les différences, permet en effet aux étudiants de mieux appréhender ces mêmes notions dans un système comme dans l'autre. Dans cette perspective, certaines ressources, qui concernent d'autres domaines que le droit, peuvent être utiles aux enseignants : les publications dirigées

giuridico italiano», *Synergies Italie*, n° 10, 2014, *Les discours institutionnels au prisme du « genre » : perspectives italo-françaises*, p. 63-75.

14. Pour approfondir le débat politique contemporain autour des études de genre, nous renvoyons à la revue *GENIUS. Rivista di studi giuridici sull'orientamento sessuale e l'identità di genere*, et notamment au n° 1, 2016, entièrement consacré à l'égalité entre hommes et femmes et entre couples homosexuels et hétérosexuels : <http://www.articolo29.it/wp-content/uploads/2016/07/genius-2016-01.pdf> (consulté le 11/05/2020).
15. Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations : <https://www.senat.fr/rap/ro7-252/ro7-2523.html> (consulté le 11/05/2020).

par Barbara Pezzini proposent en effet des cours sur le genre conçus pour les étudiants de la faculté de droit de l'Université de Bergame¹⁶, tandis que l'ouvrage coordonné par Anna Claudia Pellicelli propose des cas pratiques, abordés lors de cours de marketing italien¹⁷.

Carolina SIMONCINI

Université Lyon 3

16. Voir notamment *Corso di analisi di genere e diritto antidiscriminatorio*, B. Pezzini (éd.), vol. I: *La costruzione del genere. Norme e regole: studi*; vol. II: *Genere e diritto. Come il genere costruisce il diritto e il diritto costruisce il genere: lezioni, casi, materiali*, Bergame, Sestante, 2012.

17. *Marketing strategico e branding. Case studies*, A.C. Pellicelli (éd.), Turin, Giappichelli, 2012.